



## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

### **MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**

---











#### **Installation de groupes de production d'eau glacée**

---

N° du CCAP : 2025-STL-26

**CNRS OCCITANIE EST**  
1919 Route de Mende  
34293 Montpellier CEDEX 5

## L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	<b>Objet</b>	Installation de groupes de production d'eau glacée
	<b>Type de contrat</b>	Marché public
	<b>Tranches optionnelles</b>	Avec tranches optionnelles
	<b>Clauses sociales</b>	Sans
	<b>Clauses environnementales</b>	Avec
	<b>Durée / Délai</b>	3 mois (selon offre retenue)
	<b>Reconduction</b>	Sans
	<b>Prix</b>	Prix global forfaitaire
	<b>Variation des prix</b>	Actualisation
	<b>Avance</b>	Avec

# SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1</b>	<b>DISPOSITIONS GENERALES DU CONTRAT .....</b>	<b>4</b>
1.1	OBJET DU CONTRAT .....	4
1.2	FORME DU CONTRAT.....	4
1.3	DECOMPOSITION DU CONTRAT .....	4
<b>ARTICLE 2</b>	<b>PIECES CONTRACTUELLES .....</b>	<b>4</b>
2.1	COTRAITANCE.....	5
2.2	SOUS-TRAITANCE .....	5
<b>ARTICLE 3</b>	<b>CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE.....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 4</b>	<b>PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 5</b>	<b>DUREE ET DELAIS D'EXECUTION .....</b>	<b>6</b>
5.1	DELAI D'EXECUTION DE L'OFFRE DE BASE .....	6
5.2	DELAI D'EXECUTION DE L'OFFRE VARIANTE.....	6
5.3	PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION .....	6
<b>ARTICLE 6</b>	<b>PRIX .....</b>	<b>6</b>
6.1	CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES .....	6
6.2	MODALITES DE VARIATION DES PRIX .....	7
<b>ARTICLE 7</b>	<b>AVANCE .....</b>	<b>7</b>
7.1	CONDITIONS DE VERSEMENT ET DE REMBOURSEMENT.....	8
7.2	GARANTIES FINANCIERES DE L'AVANCE.....	8
<b>ARTICLE 8</b>	<b>MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES .....</b>	<b>8</b>
8.1	ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS DEFINITIFS .....	8
8.2	PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT .....	8
8.3	DELAI GLOBAL DE PAIEMENT .....	10
8.4	PAIEMENT DES COTRAITANTS .....	11
<b>ARTICLE 9</b>	<b>CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 10</b>	<b>DEVELOPPEMENT DURABLE.....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 11</b>	<b>CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 12</b>	<b>GARANTIE DES PRESTATIONS .....</b>	<b>11</b>
12.1	GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT .....	11
12.2	GARANTIE DE BON FONCTIONNEMENT .....	11
12.3	14.3 GARANTIE DECENNALE .....	12
<b>ARTICLE 13</b>	<b>MAINTENANCE .....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 14</b>	<b>PENALITES .....</b>	<b>12</b>
14.1	PENALITES DE RETARD .....	12
14.2	PENALITE POUR TRAVAIL DISSIMULE .....	12
<b>ARTICLE 15</b>	<b>ASSURANCES .....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 16</b>	<b>CLAUSE DE REEXAMEN .....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 17</b>	<b>RESILIATION DU CONTRAT.....</b>	<b>13</b>
14.3	CONDITIONS DE RESILIATION .....	13
14.4	REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE.....	13
<b>ARTICLE 18</b>	<b>REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES .....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 19</b>	<b>DEROGATIONS.....</b>	<b>14</b>

## ARTICLE 1 DISPOSITIONS GENERALES DU CONTRAT

### 1.1 Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent l'installation de groupes de production d'eau glacée pour le rafraîchissement des blocs d'expérimentation du PTEE.

Lieu(x) d'exécution :

**Centre d'Ecologie Fonctionnelle et Evolutive (CEFE)**  
CNRS Occitanie Est  
1919 Route de Mende  
34982 Montpellier

### 1.2 Forme du contrat

#### 1.2.1 Solution technique n°1 – Offre de base du titulaire

Les prestations du marché peuvent être décomposées en tranches si la prestation retenue est **l'offre de base du titulaire**. La décomposition est la suivante :

TRANCHE	INTITULE DE LA TRANCHE
<b>Tranche ferme</b>	Installation d'un premier groupe frigorifique comprenant sa panoplie intérieure et extérieure
<b>Tranche optionnelle n°1</b>	Installation d'un second groupe frigorifique sur la panoplie déjà mise en place

#### 1.2.2 Solution technique n°2 – Offre variante du titulaire

Si la prestation retenue correspond à la variante proposée par le titulaire, alors il s'agira d'un marché simple.

### 1.3 Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

## ARTICLE 2 PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et son annexe n°1 :
  - o CNRS RESEM 2 : Schéma de principe production frigorifique
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et consultable, dans sa dernière version, à l'adresse suivante : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>;
- Les cahiers des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux prestations objets du marché
- L'offre technique du titulaire
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché

Autres pièces de référence : l'ensemble des normes françaises et européennes et la réglementation en vigueur à la date de remise des offres.

Contradictions entre pièces écrites et plans :

En cas de contradiction entre deux documents du marché, ou lorsqu'une indication ne figure que sur certaines pièces du marché et sont omises sur d'autres, l'entrepreneur est tenu de signaler, s'il s'en rend compte, cette contradiction avant la signature de son marché.

Il est donc précisément stipulé qu'en cas de contradiction entre plusieurs pièces écrites ou graphiques, ce sera le terme le plus contraignant qui prévaudra en toutes circonstances, et, en particulier pendant les travaux.

**NB : Seul l'acte d'engagement sera signé par les deux parties, contractualisant ainsi ses annexes et toutes les autres pièces contractuelles énumérées ci-dessus.**

Toute clause, portée dans le(s) catalogue(s)-tarif(s) du titulaire ou dans une documentation quelconque fournie par le candidat et contraire aux dispositions des autres pièces contractuelles, est réputée non écrite.

Les conditions générales et particulières de vente du titulaire sont concernées par cette disposition. Elles ne constituent pas des documents contractuels.

## **2.1 Cotraitance**

Les candidatures et les offres sont signées soit par l'ensemble des entreprises groupées soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces entreprises au stade de la passation du marché.

L'entreprise mandataire pour un groupement ne peut être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de la personne publique, pour l'exécution du marché.

Les candidats ne sont pas autorisés à présenter plusieurs offres pour l'ensemble du marché en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un groupement.

## **2.2 Sous-traitance**

Désignation de sous-traitants au cours de l'exécution du marché (pour les travaux de pose exclusivement)  
:

Conformément aux dispositions de l'article R.2193-1 à R.2193-8 du code de la commande publique et à l'article 3.6 du cahier des clauses administratives générales des fournitures et service (CCAG-FCS), le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu de l'Etablissement bénéficiaire l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

La présentation du sous-traitant peut intervenir au stade du dépôt de la candidature et de l'offre. Dans ce cas, le pli contient le formulaire DC4, annexé à l'acte d'engagement.

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, s'ils ne sont pas intervenus au moment de l'offre, doivent être demandés après la conclusion du marché, par remise d'une déclaration spéciale (formulaire DC4), annexée à l'acte d'engagement.

Le dossier de présentation du sous-traitant doit comporter les mêmes éléments demandés au dossier de candidature du Titulaire pour apprécier les capacités financières, professionnelles et techniques, et ce en langue française ou accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

En cas de sous-traitance du marché, le Titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de celui-ci.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'Etablissement bénéficiaire, est payé directement, pour la partie du marché dont il assure l'exécution

L'acte spécial précise tous les éléments de l'article R.2193-1 à R.2193-8 du code de la commande publique et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;
- Le compte à créditer

## **ARTICLE 3 CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE**

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

## ARTICLE 4 PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

## ARTICLE 5 DUREE ET DELAIS D'EXECUTION

### 5.1 Délai d'exécution de l'offre de base

Si l'offre de base présentée par le titulaire lors de la soumission de son offre est retenue, le délai d'exécution de chaque tranche est défini comme suit :

TRANCHE	DELAIS D'EXECUTION
Tranche ferme	3 mois
Tranche optionnelle n°1	2 mois

L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification d'un ordre de service pour la tranche ferme. Le délai d'exécution de la tranche ferme est de **3 mois (livraison, installation et raccordement de l'équipement compris)** et est de **2 mois pour la tranche optionnelle**.

Le délai d'exécution de la tranche optionnelle débute à compter de la date d'émission de la décision d'affermissement de ladite tranche.

La tranche optionnelle peut être affermie dans un délai de **douze (12) mois** à compter de la notification du présent marché.

**En cas de non-affermissement de la tranche ou de retard d'affermissement de cette dernière dans le délai ci-dessus imparti, le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité d'attente ou de dédit.**

### 5.2 Délai d'exécution de l'offre variante

Si l'offre variante présentée par le titulaire lors de la soumission de son offre est retenue alors le délai d'exécution du marché est de **3 mois maximum (livraison, installation et raccordement de l'équipement compris)**.

L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du contrat.

### 5.3 Prolongation du délai d'exécution

Les stipulations de l'article 13 du CCAG-FCS sont applicables.

Toute prolongation du délai d'exécution du marché - ou de la tranche considérée - est réalisée dans les conditions prévues à l'article 13.3 du CCAG-FCS.

## ARTICLE 6 PRIX

### 6.1 Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Afin de pouvoir chiffrer ces prestations, le titulaire du marché doit pouvoir prendre connaissance de l'ensemble des documents remis.

La proposition financière du titulaire du marché doit être rétablie conformément aux prescriptions du CCTP.

La DPGF remise par le titulaire n'a pas de valeur contractuelle. Seuls sont contractuels les prix unitaires utilisables pour le règlement des éventuels prestations modificatives ou autres aléas survenant en cours d'exécution des prestations.

Les prix du marché sont hors taxes et sont réputés comprendre, sans que l'énumération ci-après soit limitative :

- Tous les travaux décrits ou non, mais nécessaires au complet et parfait achèvement ainsi qu'au bon fonctionnement des ouvrages et leur conformité avec les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, y compris toutes sujétions, finitions, raccords et nettoyage avant emploi de matériaux et fournitures neufs de la première qualité ;
- Tous les salaires et frais liés à la réalisation parfaite de l'ouvrage, à l'encadrement du chantier, aux participations aux réunions de chantier et réunions spécifiques à la demande du Maître d'ouvrage, du maître d'œuvre ou autres intervenants sur le chantier ;
- Les dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé depuis la notification du marché jusqu'à la fin du délai de garantie de parfait achèvement ;
- Les installations et frais de chantier
- La gestion des déchets selon les normes en vigueur

## 6.2 Modalités de variation des prix

### 6.2.1 Modalités de variation des prix dans le cadre de l'offre de base

Les prix sont fermes et **actualisables**.

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre **ou** du mois de l'offre finale négociée). Ce mois est appelé « mois zéro » ou « M<sub>0</sub> ».

Les prix de la tranche optionnelle seront actualisés sous réserve que l'affermissement de ladite tranche survient dans un délai égal ou supérieur à **trois (3) mois** à compter de la date de notification du marché.

Les prix sont actualisables dans les conditions prévues aux articles R.2112-11 du code de la commande publique et selon les modalités fixées ci-dessous :

INDEX	DESIGNATION
BT41 Réf 2010 001710974	Ventilation et conditionnement d'air

Le prix est actualisé par application au prix initial d'un coefficient C<sub>n</sub> donné par la formule suivante :

$$C_n = (BT41 (n) / BT41 (M_0))$$

Où :

**C<sub>n</sub>** : Coefficient d'actualisation

**Index (n)** : Valeur de l'index de référence au moins (n) d'actualisation des prix

**Index (M<sub>0</sub>)** : Valeur de l'index de référence au M<sub>0</sub> d'établissement des prix

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

### 6.2.2 Modalités de variation de prix dans le cadre de l'offre variante

Les prix sont fermes et non actualisables.

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## ARTICLE 7 AVANCE

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

## **7.1 Conditions de versement et de remboursement**

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché ou de la tranche est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché ou de la tranche, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du code, le taux minimal de l'avance est porté à 10% pour les marchés publics passés par les établissements publics administratifs de l'Etat (hors établissements publics de santé) et les collectivités territoriales, leurs établissements publics et les groupements, dont les dépenses réelles de fonctionnement constatées au titre de l'avant-dernier exercice clos sont supérieures à 60 millions d'euros.

Ce taux est fixé à 10,00 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant toutes taxes comprises du marché ou de la tranche.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

## **7.2 Garanties financières de l'avance**

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

# **ARTICLE 8 MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES**

## **8.1 Acomptes et paiements partiels définitifs**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

## **8.2 Présentation des demandes de paiement**

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 11.3 du CCAG-FCS et seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- Le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal ;
- Le numéro du marché ;
- Le numéro du bon de commande rattaché au marché ;
- La désignation de l'organisme débiteur ;
- La date d'exécution des prestations ;
- Le montant des prestations admises, établi conformément à la décomposition des prix forfaitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- Les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées (incluant, le cas échéant le montant de la TVA des travaux exécutés par le ou les sous-traitants) ;
- La date de facturation ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;



- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT ;

**Les informations à faire figurer également dans l'entête de la demande de paiement sont :**

- CNRS (SIRET n°18008901303720)
- Le code service exécutant mentionné sur le bon de commande de l'entité CNRS facturée (MOY1300)
- Le numéro d'engagement juridique communiqué lors de la notification du marché ou figurant sur le bon de commande notifié par le CNRS (ex : 2092L00000)

Conformément à la loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le **portail de facturation Chorus Pro** (<https://chorus-pro.gouv.fr>). Lorsqu'une facture électronique est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Vous retrouverez un guide d'utilisation de Chorus Pro afin de déposer les factures au lien suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>.

**A votre disposition également une plaquette d'information Chorus Pro au lien suivant :** <https://www.dgdr.cnrs.fr/dcif/Facturation-electronique/default.htm>.

**Seront déduites le cas échéant les pénalités prévues dans le CCAP.**

- **Régime des paiements :**

Les modalités de règlement sont définies à l'article 11 du CCAG-FCS.

- **Délai de paiement :**

Le délai de paiement est de 30 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par le Bénéficiaire ou à compter de la date d'admission définitive des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Une suspension du délai de paiement peut être prononcée en cas d'erreur dans la facturation du fait du Titulaire, signifiée par le Bénéficiaire concerné par courrier recommandé avec avis de réception postal ou par télécopie.

En cas de dépassement du délai de paiement, le pouvoir adjudicateur s'engage à verser au Titulaire des intérêts moratoires ainsi qu'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de quarante euros.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

- **Autres conditions de règlement :**

Les dispositions complémentaires s'appliquent pour le paiement des cotraitants et des sous-traitants :

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné ci-dessus. Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

#### Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 18008901300720
- Code service : MOY1300

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'État Chorus. Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-choruspro.finances.gouv.fr/>
- Par dépôt au format PDF
- Par saisie en ligne dans le portail.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture électronique est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer. La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé). Vous retrouverez un guide d'utilisation de Chorus Pro afin de déposer les factures au lien suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>.

A votre disposition également une plaquette d'information Chorus Pro au lien suivant : <https://www.dgdr.cnrs.fr/dcif/Facturation-electronique/default.htm>.

Seront déduites le cas échéant les pénalités prévues dans le CCAP.

### **8.3 Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

## 8.4 Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

## ARTICLE 9 CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

### Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

### Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

### Conditions de livraison :

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

## ARTICLE 10 DEVELOPPEMENT DURABLE

Il n'est prévu aucune obligation environnementale dans l'exécution du marché.

## ARTICLE 11 CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

L'admission de l'équipement a lieu à l'achèvement de l'ensemble des prestations du marché ou de la tranche considérée. Elle prend effet à la date de cet achèvement.

L'acheteur et le maître d'œuvre sont avisés par le titulaire de la date à laquelle les travaux de la tranche ou du marché sont ou seront considérés comme achevés. Ensuite, à l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

## ARTICLE 12 GARANTIE DES PRESTATIONS

### 12.1 Garantie de parfait achèvement

Les prestations du présent marché sont assorties d'une garantie de parfait achèvement d'une durée de 1 an. Pendant le délai de garantie, le titulaire exécute les réparations qui lui sont prescrites.

Au titre de la garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer, à ses frais, la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse sauf si la défectuosité est imputable au CNRS.

Cette garantie couvre les frais de déplacement, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement.

Si la privation de jouissance entraîne un préjudice pour le CNRS, celui-ci prend en charge les frais de la solution mise en place par le CNRS. Le délai de garantie sera, par la suite, prolongé par décision du maître d'ouvrage jusqu'à l'exécution complète des prestations que celle-ci soit assurée par le titulaire ou qu'elle le soit d'office.

### 12.2 Garantie de bon fonctionnement

Pendant les 2 ans qui suivent la réception des prestations, la garantie de bon fonctionnement s'applique. Cette garantie impose au titulaire qui a réalisé les travaux de réparer ou remplacer les éléments d'équipement qui ne fonctionnent pas correctement pendant les 2 années qui suivent la réception des travaux.

Il s'agit de tous les éléments d'équipement qui peuvent être dissociables donc enlevées sans dégrader le bâti.

### 12.3 Garantie décennale

Les prestations du présent marché sont assorties d'une garantie décennale.

## ARTICLE 13 MAINTENANCE

Sans objet

## ARTICLE 14 PENALITES

### 14.1 Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison et d'installation est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 500,00 €.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Conformément aux stipulations de l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 10,00 % du montant du marché, de la tranche ou du bon de commande.

### 14.2 Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 500,00 €.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## ARTICLE 15 ASSURANCES

Avant la notification du marché public, le titulaire devra justifier être assuré en responsabilité civile, d'exploitation et professionnelle de manière à couvrir les conséquences pécuniaires pour le CNRS des dommages corporels, matériels et immatériels dont le titulaire aurait à répondre, dommages causés par tout événement et qui serait notamment le fait de ses collaborateurs lors de l'exécution des prestations.

Cette assurance est souscrite auprès d'une compagnie d'assurance notoire et doit être maintenue pendant toute la durée du présent marché, elle couvrira entre autres :

- Toute faute du titulaire ;
- Les préjudices physiques et dommages causés aux biens mobiliers et immobiliers ;
- Les coûts de mise en œuvre de mesures palliatives rendues nécessaires suite à l'incapacité du titulaire pour assurer les prestations qu'il est tenu d'exécuter dans le cadre du présent marché les actes de malveillance, etc.

Sur demande du CNRS, une attestation de la police souscrite et des justificatifs de renouvellement de ladite police devront être fournis.

## ARTICLE 16 CLAUSE DE REEXAMEN

Conformément à l'article R.2194-1 du code de la commande publique, le marché peut être modifié lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ont été prévues dans les documents contractuels initiaux sous la forme de clauses de réexamen, dont des clauses de variation du prix ou d'options claires, précises et sans équivoque.

Ces clauses indiquent le champ d'application et la nature des modifications ou options envisageables ainsi que les conditions dans lesquelles il peut en être fait usage.

Ainsi, dans le cadre de l'exécution du présent marché, des modifications peuvent être apportées à la décomposition de prix global et forfaitaire du titulaire (DPGF ou devis descriptif) d'un commun accord entre le titulaire et le CNRS, dans le cas suivant :

- **Remplacement de références par de nouvelles références équivalentes**

L'ensemble des modifications apporté au marché, en application du présent article, sera formalisé par voie d'avenant.

**Important** : Le titulaire ne peut substituer un produit à un autre, sans accord préalable de CNRS.

## **ARTICLE 17 RESILIATION DU CONTRAT**

### **17.1 Conditions de résiliation**

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

### **17.2 Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **ARTICLE 18 REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES**

Toutes les contestations se rapportant au présent marché et qui ne peuvent être réglées à l'amiable entre les 2 parties seront soumises au Tribunal Administratif de Montpellier auquel les parties donnent attribution de compétence.

**Tribunal Administratif de Montpellier**  
6 rue Pitot  
34063 MONTPELLIER CEDEX 2  
Tél : 04 67 54 81 00  
Télécopie : 04 67 54 74 10  
Courriel : greffe.ta-montpellier@juradm.fr

Le droit français est seul applicable et les tribunaux français sont seuls compétents.

## ARTICLE 19 DEROGATIONS

Les parties conviennent que, dès lors qu'une dérogation au CCAG est formulée de manière claire et non équivoque par un article du CCAP ou une autre pièce contractuelle, la circonstance que la dérogation elle-même ou l'article du CCAG auquel il est dérogé n'est pas mentionné par l'article dérogatoire et/ou récapitulé dans la présente liste ne saurait avoir pour effet d'écarter l'application de cette dérogation.

- L'article 14.1 déroge à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS (pénalités de retard)